



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 mars 2011
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-cinquième session
Point 34 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-sixième année**

**Lettres identiques datées du 10 mars 2011, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie sur le quinzième cycle de pourparlers de Genève, qui s'est tenu le 4 mars 2011 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Alexander Lomaia



**Annexe aux lettres identiques datées du 10 mars 2011
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères
de la Géorgie sur le quinzième cycle de pourparlers
de Genève**

Le quinzième cycle de pourparlers de Genève, qui s'est tenu le 4 mars 2011, a porté sur les problèmes relatifs à la sécurité et à la stabilité en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali, territoires géorgiens occupés, ainsi que sur le retour des personnes déplacées et des réfugiés dans leur lieu de résidence habituel en toute sécurité et dans la dignité. Les deux groupes de travail ont tenu des réunions, auxquelles les participants ont pris part à titre personnel. Des représentants des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et de la Géorgie ont participé aux débats, l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) jouant le rôle de médiateurs. M. Dimitri Sanakoev, Chef de l'administration provisoire de l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud, et M. Giorgi Baramia, Président du Gouvernement de la République autonome d'Abkhazie, ont pris part aux pourparlers du quinzième cycle. Des représentants des régimes fantoches de Tskhinvali et de Soukhoumi ont également participé aux groupes de travail.

Au cours de ce cycle de pourparlers, la partie géorgienne a abordé les questions mentionnées dans la déclaration faite par le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie le 2 mars 2011. Malgré les appels lancés en ce sens par les représentants de Tbilissi et les coprésidents, la Fédération de Russie a une fois encore refusé de faire écho à l'engagement unilatéral pris par le Président géorgien de renoncer à l'usage de la force en s'engageant à son tour à ne pas recourir à la force contre la Géorgie. La partie géorgienne a de nouveau insisté sur l'obligation, imposée à la Russie par l'accord de cessez-le feu du 12 août, de mettre fin à l'occupation du pays et de retirer toutes les troupes russes des régions occupées. Comme à leur habitude, les représentants de Moscou ont de nouveau refusé de reconnaître les obligations qui leur sont faites par cet accord. Aucun progrès n'a non plus été observé par les participants au Groupe de travail II, au sein duquel les invitations répétées des représentants de Tbilissi de s'accorder sur les principes régissant le retour des personnes déplacées dans leur lieu de résidence habituel en toute sécurité et dans la dignité ont été rejetées sans autre forme de procès par Moscou et ses clients.

Malgré l'absence de progrès réalisés au cours du quinzième cycle de pourparlers de Genève, la partie géorgienne continue d'espérer que les prochaines sessions aboutiront à certaines avancées s'agissant de la mise en œuvre progressive des accords de sécurité internationaux sur le terrain et de l'application des mesures de confiance et de sécurité pertinentes. Des questions telles que la liberté de franchissement de la ligne d'occupation, les visites impliquant la traversée de cette ligne dans un sens comme dans l'autre, la protection des droits de l'homme dans les territoires occupés, la préservation de l'héritage culturel et la pleine utilisation des mécanismes de prévention des incidents et d'intervention pourraient en effet être réglées à Genève, où des décisions concrètes pourraient être prises en faveur des

populations concernées. La Géorgie apprécie au plus haut point les efforts déployés par les coprésidents en vue de trouver des solutions à ces problèmes et espère qu'une action concertée de la part de tous les participants permettra de consolider les progrès déjà enregistrés.

La partie géorgienne estime que des progrès supplémentaires pourraient être réalisés en vue de libérer les personnes détenues en toute illégalité pour avoir franchi la frontière administrative. Les faibles avancées enregistrées dans ce domaine la semaine dernière ont été gâchées par les arrestations illégales auxquelles se sont livrés des membres du Service russe de protection des frontières illégalement déployés le long de la ligne d'occupation. Tous les détenus doivent impérativement être libérés immédiatement et sans conditions, comme différentes organisations internationales l'ont demandé à maintes reprises.

Les participants sont convenus de tenir le seizième cycle de pourparlers de Genève le 7 juin 2011.

Tbilissi, le 4 mars 2011
